

téressement des chefs allemands sur ce point!... De plus, que vient faire cette proposition hypocrite du Dr Solf au président Wilson de convoquer une commission mixte pour régler la question des territoires à évacuer? Était-ce là répondre honnêtement au président, qui demandait à l'Allemagne d'évacuer "immédiatement" tous les territoires alliés occupés par ses troupes? Voyez, ici, encore une fois, la ruse allemande. Pour l'armistice, qui mettra ses armées à l'abri d'une défaite écrasante et décisive, l'Allemagne demande qu'elle lui soit accordée *sans tarder* par les Alliés; quant à l'évacuation, elle "suggère" d'en faire l'objet d'une discussion diplomatique qui serait conduite par une commission germano-alliée, et dont les longues négociations permettraient aux généraux allemands de réorganiser leurs armées pour de nouveaux combats. Il faut bien reconnaître que la trame "pacifique" de l'Allemagne était habilement ourdie; mais il faut aussi voir combien ses propositions de paix étaient pleines de sous-entendus malhonnêtes. Et l'humanité doit être reconnaissante à Wilson d'avoir fait crouler d'un geste tout cet échafaudage de ruses

et d'habiletés. D'ailleurs, d'après les règles du droit international, la question d'un armistice doit se traiter entre les chefs militaires, et non entre les diplomates. Et M. Wilson l'a dit assez carrément à l'Allemagne, dans sa dernière note.

En vérité, ceux qui ont cru que l'Allemagne offrait aux Alliés, le 6 octobre, la paix juste et durable à laquelle aspire aujourd'hui l'humanité, se sont gravement trompés. "Il est clair, écrivait récemment Mgr Elie Blanc, l'un des philosophes et des théologiens français les plus réputés, que la guerre ne doit et qu'elle ne peut se terminer que par l'annéantissement de la puissance militaire allemande. Ce qui paraissait naguère une utopie est devenue une nécessité inéluctable. Tout l'impose, tout l'exige: le salut de la France et de ses alliés, l'avenir de la civilisation chrétienne, la liberté des peuples et la liberté de l'Eglise, la paix du monde."

Allemands, Autrichiens et Turcs, bas les armes!... Et, après cela, nous causerons.

Voilà la première condition d'une paix juste et durable.

P. LEDROIT

Au 21 octobre 1918.

ROME

—A l'occasion du 50^e anniversaire de consécration épiscopale de S. E. le Cardinal Gibbons, Sa Sainteté Benoît XV a envoyé au vénéré jubilaire un crucifix d'un métal précieux, accompagné d'une lettre autographe. Il a chargé Son Excellence Mgr Pietro di Maria, le nouveau délégué apostolique au Canada, et Mgr Nicola, secrétaire de la délégation apostolique à Washington, de présenter en son nom ce riche cadeau à l'illustre archevêque de Baltimore.

—Arrivée à Ottawa, vendredi midi le 18, de S. E. le délégué apostolique. Il a été reçu à la gare par Mgr Routhier, administrateur de l'archidiocèse d'Ottawa, et par un nombre considérable de prêtres et de laïques. Adressant la parole, il a prié le clergé présent de transmettre à toutes les familles ses bénédictions les plus abondantes.

A New-York, Mgr Pietro di Maria a été l'hôte de Mgr Mooney, administrateur de l'archidiocèse. L'une des premières visites qu'il ait faites a été pour le Séminaire américain des Missions étrangères à Maryknoll, où il s'est rendu en compagnie de Mgr Sinnott, archevêque de Winnipeg, de Mgr Filippi, secrétaire de la délégation à Ottawa, de Mgr Carroll, de New-York, et du R. P. Stickney, chancelier de l'archidiocèse de Baltimore.

—Un jugement de la S. Congrégation Consistoriale, en date du 7 juin 1918, maintient à la cure de Ford City, au diocèse de London, M. l'abbé F.-X. Laurendeau, nommé à ce poste par Mgr Fallon.

LES FAITS DE LA SEMAINE

—Lettre de Sa Sainteté Benoît XV aux Polonais par l'entremise de l'archevêque de Varsovie. D'après les dépêches, le Saint-Père exhorte le clergé et les fidèles à la prière et à l'u-

nion, dans les circonstances douloureuses que traverse la patrie.

—Dans sa livraison du 5 courant, qui vient d'arriver, le *Tablet*, de Londres, annonce la mort de Mgr Stagni, ancien délégué apostolique au Canada. Mgr Stagni, qui est parti très malade, est mort presque à son retour à Rome.

QUEBEC

—Notre ville, qui fut à même de l'admirer sur plusieurs théâtres, et toute la province ressentiront, le deuil de la mort de sir P.-Evariste LeBlanc, lieutenant-gouverneur à Québec, décédé à Spencer Wood vendredi soir le 18, à 11.50 heures.

Sir P.-E. LeBlanc était né à Saint-Martin, le 10 août 1853, d'un père acadien, Joseph LeBlanc, forgeron, et d'Adèle Bélanger. Il fit ses études à l'école de son village, puis à l'Ecole Normale Jacques-Cartier, où il passa quatre ans, sous la direction du renommé abbé Verreau. Il se fit lui-même instituteur, de 1872 à 1876, tout en étudiant le droit. En 1879, il fut admis au Barreau de Montréal et, en 1882, élu député de Laval à la Législature de Québec, où il représenta ce comté pendant vingt-six années consécutives. Il fut Orateur de l'Assemblée Législative de 1892 à 1897 et chef de l'Opposition de 1904 à 1908.